

PREFECTURE DES BOUCHES DU RHONE

Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement
Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des
Milieux

Bureau de l'Utilité Publique, de la Concertation et de l'Environnement

Enquête publique unique relative aux travaux de modernisation du stade nautique du Roucas Blanc et de la mise en œuvre d'aménagements en bord de mer en vue de l'accueil des épreuves de voile des JO 2024, sur la commune de Marseille (8 ème), portant sur **l'utilité publique des travaux** au titre de l'atteinte portée à l'état naturel du rivage de la mer, **le changement substantiel d'utilisation** d'une zone du domaine public maritime naturel, **l'autorisation environnementale** requise au titre de l'article L.181-1 du code de l'environnement et **les permis de construire et permis d'aménager** y afférents.

Enquête publique du 8 Septembre au 7 Octobre 2021

Arrêté n° 45-2021 du 03 Aout 2021



Fascicule 5 : Conclusions motivées et Avis sur le changement substantiel d'utilisation

Pierre Noël BELLANDI	<i>Président de la Commission d'enquête</i>
Alain ATTEIA	<i>Commissaire enquêteur</i>
Marcel GERMAIN	<i>Commissaire enquêteur</i>

Commission d'enquête désignée par le Tribunal Administratif de Marseille
Décision n° E 21000072/13

SOMMAIRE

1. - GENERALITES.....	3
1.1 - Principales caractéristiques du projet.....	3
2. - APPRECIATIONS SUR L'ENQUETE PUBLIQUE	3
2.1 - Organisation et déroulement de l'enquête.....	3
2.2 - La publicité de l'enquête.....	3
2.3 - Le dossier.....	4
2.4 - Les permanences.....	4
2.5 - Climat et bilan de l'enquête	4
3. - APPRECIATION SUR LE DOSSIER DE CHANGEMENT D'UTILISATION.....	5
3.1 - Sur le parcellaire	6
3.2 - Sur le changement d'affectation	6
4. - ANALYSE DES OBSERVATIONS RELEVÉES	7
5. - AVIS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE	8

1. - GENERALITES

1.1 - Principales caractéristiques du projet

Les dispositions des articles L.3111-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques autorisent, par dérogation au principe d'inaliénabilité du domaine public, les cessions et les échanges de propriétés publiques relevant du domaine public, entre personnes publiques, sans déclassement préalable.

Cette procédure nécessite un projet d'Utilité Publique, un dossier de Déclaration d'Utilité Publique qui est soumis à enquête publique, ici dans ce dossier unique de l'enquête publique relative au projet de travaux et modernisation du stade du Roucas Blanc.

Il convient que l'expropriant adresse au Préfet un plan parcellaire des terrains et immeubles relevant du domaine public des collectivités territoriales, nécessaires à la réalisation du projet ce qui correspond dans le domaine privé au « parcellaire ».

2. - APPRECIATIONS SUR L'ENQUETE PUBLIQUE

2.1 - Organisation et déroulement de l'enquête

Une commission d'enquête a été désignée par le Tribunal Administratif de Marseille pour conduire l'enquête publique relative aux travaux de modernisation du stade nautique du Roucas Blanc et de la mise en œuvre d'aménagements en bord de mer en vue de l'accueil des épreuves de voile des JO 2024, sur la commune de Marseille (8^{ème}), conformément au Code de l'environnement (articles L123-1-A à L123-19-8 et R123-1 à R123-27)

A partir de la décision du Tribunal Administratif du 8 juillet 2021, tous les membres se sont réunis régulièrement et ont participé aux diverses visites du site et aux présentations du Maître d'Ouvrage.

La commission était composée de 3 membres qui ont participé à la réalisation des documents de fin d'enquête (PV de synthèse des observations, rapport, conclusions et avis).

L'enquête publique a été conduite conformément à l'arrêté n°45-2021 du 3 août 2021, portant organisation de l'enquête, au siège de l'enquête qui était à la Direction Générale Adjointe « la ville plus verte et plus durable » 40 rue Fauchier 13002 Marseille et à la mairie du 6/8^{ème} - 125 rue du Commandant Rolland 13008 Marseille.

2.2 - La publicité de l'enquête

La publicité de l'enquête a été effectuée réglementairement par voie de presse, par affichage dans toutes les mairies de secteur de la Ville de Marseille, à la porte de l'Hôtel de Ville ainsi qu'en vitrine extérieure de la Direction Générale Adjointe « la ville plus verte et plus durable » (40 rue Fauchier 13002 Marseille) et sur le site. (Pièce jointe n°15)

2.3 - Le dossier

- Le public a disposé de nombreuses solutions pour s'informer :
 - Un dossier d'enquête particulièrement volumineux était disponible sur chacun des 2 sites :
 - En version papier sur chacun des deux sites
 - En version numérique, dossier consultable via un site internet spécialement dédié :
 - <https://www.registredemat.fr/ep-stadenautique-roucasblanc>

La liste constitutive des pièces du dossier était impressionnante. Leur volume et leur contenu technique (dont la taille des plans) les rendaient difficiles d'accès, dans leur version numérique comme dans leur version papier.

2.4 - Les permanences

L'enquête publique s'est déroulée du Mercredi 8 septembre au jeudi 7 octobre 2021 inclus.

Dix permanences étaient prévues par l'arrêté d'enquête, cinq par site.

Diverses possibilités pour déposer une requête ou observation autre que par courrier ou inscription sur le registre papier : sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet rappelé supra et par courrier électronique (Email) à l'adresse ep-stadenautique-roucasblanc@registredemat.fr.

Au cours des permanences, le commissaire enquêteur présent a reçu individuellement toutes les personnes désireuses de le rencontrer.

Les conditions matérielles ont été satisfaisantes.

2.5 - Climat et bilan de l'enquête

L'enquête, qui a duré 30 jours, s'est terminée sans aucun incident notable le jeudi 7 octobre 2021 à 17h.

Le 6 octobre 2021, une personne s'est présentée à la mairie Bagatelle, et a eu des difficultés pour consulter les documents. Elle a pu cependant commencer à regarder le dossier et est revenue le lendemain où elle a pu rencontrer le commissaire enquêteur, consulter le dossier et noter ses observations sur le registre d'enquête.

L'enquête unique s'est déroulée dans des conditions matérielles satisfaisantes et le dossier a été tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête dans les deux mairies et sur le site internet de l'enquête.

La mobilisation du public n'a pas été très importante, surtout dans les sites de réception du public, puisqu'on dénombre, pour tout le dossier :

- Registre numérique
 - 1 369 visiteurs
 - 1 607 téléchargements
 - 1 434 visionnages
 - 48 observations déposées
- Registre papier :
 - Rue Fauchier :
 - 1 consultation du dossier et 1 observation déposée
 - Mairie Bagatelle :
 - 5 observations
- Emails :
 - 2 observations

On peut remarquer qu'une concertation publique préalable s'est déroulée du 5 au 25 septembre 2020 avec deux réunions de 45 et 50 personnes.

La commission relève le fait que la consultation et l'expression du public par voie électronique a été notablement plus importante.

Le registre dématérialisé dédié au projet a été privilégié par le public qui pouvait y inscrire ses observations et y joindre facilement des documents.

3. - APPRECIATION SUR LE DOSSIER DE CHANGEMENT D'UTILISATION

La commission d'enquête a bien noté :

- Les engagements de la Ville de Marseille quant à la réalisation des travaux en vue de la modernisation du stade nautique du Roucas Blanc ainsi que ses objectifs,
- La nécessité d'avoir la gestion d'une partie du littoral maritime pour y répondre.

La commission d'enquête regrette qu'un dossier spécifique n'est pas été réalisé pour présenter le changement substantiel d'affectation du Domaine Maritime vers la Ville de Marseille, alors même que tous les éléments de définition du parcellaire et de la procédure réglementaire pour cette opération se trouvaient dans le dossier d'enquête.

La commission d'enquête n'a pour autant pas eu de difficulté à en apporter son commentaire et à donner son avis sur ce changement d'affectation.

Elle doit pourtant, pour mieux lire son commentaire rappeler :

3.1 - Sur le parcellaire

- Dans son arrêté du 26 février 2020 (annexe 4 du dossier DUP), Monsieur le préfet de la Région PACA, a défini comme limite haute du domaine public maritime au Roucas Blanc, la délimitation des rivages de la mer sur ce secteur.
- La marina s'étend vers l'ouest selon les plans du projet déterminant donc sa limite ouest.

Ainsi, ces deux limites définissent-elle le parcellaire objet du changement d'affectation entre le Domaine Public Maritime et la ville de Marseille.

3.2 - Sur le changement d'affectation

Le parcellaire ainsi défini,

✚ Monsieur le Préfet maritime de la Méditerranée, a bien été saisi du dossier préalable à la Déclaration d'Utilité Publique par courrier du 27 mai 2021 selon l'article R2124-56 du code général de la propriété des personnes publiques, compte tenu des mesures de réduction et d'évitement définies en phase de travaux et du suivi prévu à l'issue afin d'évaluer l'impact des aménagements effectués sur le développement des populations de poissons juvéniles et Monsieur le Préfet maritime de la Méditerranée a bien donné un avis conforme favorable au projet, tant sur l'atteinte portée à l'état naturel du rivage de la mer que sur le changement substantiel d'affectation du domaine public maritime.

✚ La Direction générale des finances publiques de la région PACA et des Bouches-du-Rhône a bien été saisie par courrier du 27 mai 2021 dans le cadre des dispositions de l'art. R 2124-56 du code général de la propriété des personnes publiques sur le présent dossier d'enquête publique et celle-ci rappelle :

- La nécessité d'obtenir les avis conformes du préfet maritime ce qui a été fait et noté supra
- L'obligation de mentionner dans le dossier d'enquête publique, l'autorisation par le préfet du transfert de gestion de la Marina à la ville de Marseille (art. 2123-3 du CG3P). Cette autorisation figure bien dans les pièces annexes du dossier (lettre 16/7/21)
- L'obligation de mentionner au dossier associée la convention qui sera signée d'ici le 31 décembre 2021
- La décision d'opérer le transfert de gestion du stade nautique à la ville de Marseille prise après ce présent avis de la Direction régionale des finances publiques (art. R 2123-9 du CG3P) ce qui sera fait après que l'enquête publique ait donné son avis favorable..

4. - ANALYSE DES OBSERVATIONS RELEVÉES

- Les observations du public et de la commission portent sur :
 - L'analyse du dossier
 - Les avis conformes du Préfet maritime et de la Direction générale des finances publiques de la région PACA et des Bouches-du-Rhône qui a bien été saisie, exigés sont bien présents,
 - Le mémoire en réponse du PV de synthèse du porteur de projet qui répond aux observations liées aux concessions et à toutes les observations posées par le public mais aussi par la commission d'enquête,
 - Les observations proprement dites qui, dans le cadre de ce dossier portent sur les concessions qui peuvent être accordées pour gérer surtout la plage du Petit Roucas.

La majorité des personnes qui ont consulté le dossier ont noté "pas de privatisation", les plages doivent être accessibles.

De nombreuses observations ont porté sur le fait qu'il est noté dans le RNT de l'étude d'impact que la zone correspondant à la plage du Petit Roucas Blanc serait restituée au club La Pelle après les JO (PJ n°4 Résumé non Technique (RNT) page 13/66 figure 4).

Le maître d'ouvrage, Ville de Marseille, a alors rédigé un erratum (Erratum au dossier d'enquête publique – 23 septembre 2021) qui indique que *"la notion de zone restituée au club de la Pelle sur cette plage après les Jeux Olympiques ne fait pas partie du projet. Cette zone demeure un espace public même au-delà des Jeux Olympiques"*. (Pièce jointe n°16)

La commission prend acte de cette modification.

La convention d'autorisation par le préfet du transfert de gestion de la Marina à la ville de Marseille doit être signée d'ici le 31 décembre 2021,

Le tableau général de toutes les observations, des questions de la commission d'enquête et du mémoire en réponse du porteur de projet, la Ville de Marseille, avec les avis de la commission d'enquête, sont joints dans le Fascicule 2 « Annexes au Rapport ».

5. - AVIS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

Au terme de l'enquête publique qui s'est déroulée pendant 30 jours, du 8 septembre au 7 octobre 2021, conformément à l'arrêté du Préfet des Bouches du Rhône, la commission d'enquête considère que :

- Le dossier est conforme aux exigences réglementaires,
- L'enquête unique s'est déroulée dans des conditions matérielles satisfaisantes et le dossier a été tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête dans les deux mairies,
- L'information du public a été réalisée conformément aux exigences prévues par les textes réglementaires, par voie de presse, d'affichage et par voie internet,
- Le public a eu la possibilité de :
 - Se rendre aux 5 permanences pour rencontrer le commissaire enquêteur,
 - Consulter le dossier sous forme numérique depuis le premier jour de l'enquête publique à 9h, jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00, sur le site internet <https://www.registredemat.fr/ep-stadenautique-roucasblanc>
 - Consulter le dossier sur support papier sur les lieux de l'enquête publique pendant toute la durée de l'enquête, aux jours et heures d'ouverture habituels au public

Comme dit supra, on regrettera qu'il ne soit pas traité en propre du changement d'affectation substantiel et de sa procédure particulière entre personnes publiques pour introduire le traitement du dossier de demande de DUP.

La commission d'enquête a bien noté les engagements de la Ville de Marseille quant à la réalisation des travaux en vue de la modernisation du stade nautique du Roucas Blanc ainsi que ses objectifs.

Elle a aussi noté que la convention de transfert de gestion de la Marina à la ville de Marseille sera signée d'ici le 31 décembre 2021.

Le maître d'ouvrage, la Ville de Marseille, a répondu, dans les délais, à toutes les questions posées, de manière générale par thèmes et plus particulières suivant les situations en transmettant à la commission un tableau général récapitulant toutes les observations du public et de la commission et les réponses correspondantes apportées ainsi qu'un mémoire en réponse portant sur les différents thèmes concernés par l'enquête publique.

Toutes ces pièces sont présentes en annexes n°5, 6 et 7.



Compte tenu des appréciations précédentes portées sur le déroulement de l'enquête publique, sur le dossier soumis à enquête publique, sur la synthèse des observations du public, et des réponses de la Ville de Marseille,

**La COMMISSION D'ENQUETE,
À l'unanimité de ses membres, émet**

Un avis FAVORABLE

**Sur le projet de demande de changement substantiel d'utilisation
d'une zone du domaine public maritime naturel, dans le cadre d'une
enquête publique relative aux travaux de modernisation du stade
nautique du Roucas Blanc**

A SIMIANE COLLONGUE le 3 novembre 2021

Pierre Noël BELLANDI, Président	
Alain ATTEIA, commissaire enquêteur	
Marcel GERMAIN, commissaire enquêteur	